

## Arrêté n° 556/2016 – 14 décembre 2016

### fixant le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion au titre de l'activité déclarée pour la période M10 2016

Le Directeur Général,

- VU** le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié ;
- VU** la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 ;
- VU** le décret n° 2009-213 du 23 février 2009 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale;
- VU** l'arrêté du 20 décembre 2011 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- VU** l'arrêté du 4 mars 2016 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- VU** l'arrêté du 4 mars 2016, fixant pour l'année 2016 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié;
- VU** l'arrêté du 4 mars 2016 fixant pour l'année 2016 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-42-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 4 mars 2015 relatif au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique ;
- VU** l'arrêté du 4 mars 2016 fixant pour l'année 2015 les paramètres d'application du mécanisme de dégressivité tarifaire prévus par l'article R. 162-42-1-4 du code de la sécurité sociale ;

- 
- VU l'arrêté du 26 février 2016 fixant pour l'année 2015 l'objectif des dépenses d'assurance maladie communs aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
  - VU l'arrêté n°501/ARS OI/DSP/2016 du 5 décembre 2016 fixant le montant des sommes dues au titre de la dégressivité tarifaire pour le Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion ;
  - VU le relevé d'activité transmis pour la période M10 2016, et validé le 14 décembre 2016 par le Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion ;

Arrête :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – La somme à verser par la Caisse Générale de Sécurité Sociale de La Réunion au **Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion** est arrêtée à **33 188 280,48 €**

- dont 518 042,05 € au titre de l'AME
- dont 15 849,59 € au titre des Soins Urgents
- dont 31 087,13 € au titre du reste à charge des soins aux détenus

**ARTICLE 2** – Le montant dû se décompose comme suit :

- **28 924 561,57 €** pour les séjours (GHS) et leurs suppléments
  - dont 489 213,99 € au titre de l'AME
  - dont 15 741,94 € au titre des Soins Urgents
  - dont 25 675,87 € au titre du reste à charge des soins aux détenus
- **10 085,57 €** pour les prélèvements d'organes
- **52 217,28 €** pour les interruptions volontaires de grossesse (IVG)
- **718 595,36 €** pour les produits et prestations
  - dont 2 234,02 € au titre de l'AME
  - dont 1 007,76 € au titre des Soins Urgents

- **1 170 071,17 €** pour les spécialités pharmaceutiques
  - dont 26 594,04 € au titre de l'AME
  - dont -900,11 € au titre des Soins Urgents
- **0,00 €** pour l'alternative à la dialyse en centre
- **189 883,80 €** pour les forfaits d'accueil et de traitement des urgences (ATU)
- **0,00 €** pour les forfaits FFM
- **32 701,89 €** pour les forfaits sécurité environnement (SE)
- **2 139 224,59 €** pour les actes et consultations externes
  - dont 5 411,26 € au titre du reste à charge des soins aux détenus
- **5 703,65 €** pour les médicaments en prescription et administration hospitalières en externe
- **-54 764,40 €** au titre de la dégressivité tarifaire

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion et à la Caisse Générale de Sécurité Sociale de La Réunion, pour exécution.

Fait à Saint Denis, le 14 décembre 2016

Le Directeur de la Stratégie et de la Performance



**Etienne BILLOT**